

<p>COÖRDINATIE Voor de opheffing van de blokkade tegen</p> <p>COORDINATION Pour la levée du blocus contre</p> 	<p>POINTS DE VUE DE 5 PARTIS POLITIQUES SUR LE BLOCUS CONTRE CUBA</p> <p style="text-align: right;">Mai 2019</p>
---	---

Avant les élections de mai 2019, la *Coordination pour la levée du blocus contre Cuba* invitait les têtes de liste de prendre position sur le blocus des Etats-Unis contre Cuba.

ECOLO, GROEN, N-VA, PTB/ PVDA et SP.A nous envoyaient leurs points de vue.

Nous ne recevions pas de réponses de CDh, CD&V, DÉFI, MR, Open VLD et PS.

Voici les réponses intégrales des partis, en ordre alphabétique.



- ***La Belgique et l'Europe doivent continuer à condamner fermement le blocus américain contre Cuba.***

Ce blocus durant depuis 60 ans, et d'une intensité jamais vue, plonge Cuba dans une récession économique, humanitaire et environnementale insupportable. De ce fait, la Belgique autant que l'Union européenne doivent donc continuer à condamner fermement ce barrage inique.

- ***La Belgique et l'Europe doivent limiter les conséquences négatives du blocus américain pour l'Europe, par exemple en obligeant les banques à garantir les paiements à Cuba.***

Tout à fait. Il est aberrant qu'aujourd'hui certaines banques belges empêchent le transfert de fonds alloués à des fins humanitaires ou de développements à cause d'une injonction des États-Unis. C'est un enjeu moral, relatif aux droits humains, qui doit primer sur toutes considérations économiques. Il ne faut en aucune manière se laisser intimider par un pays qui se conduit de façon tout à fait immorale et arbitraire.

- ***La Belgique doit exhorter l'UE à déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre les États-Unis pour avoir bloqué le commerce avec Cuba.***

Étant donné que cet embargo viole concrètement la charte des Nations Unies et le droit international, le dépôt d'une plainte auprès de l'OMC semble être un moyen d'action tout à fait indiqué. L'injustice de la situation est telle qu'il ne faut se priver d'aucun moyen d'action légal et diplomatique pour faire plier l'administration Trump au respect des conventions internationales.



Groen veroordeelt het financieel en economisch embargo van de Verenigde Staten tegen Cuba. Dit embargo werd al menig keer krachtig en ondubbelzinnig veroordeeld door zowat de hele Algemene Vergadering van de Verenigde Naties. Desondanks blijft dit embargo voortduren.

Zoals dit altijd het geval is, treffen deze sancties vooral de Cubaanse bevolking. In 2017 liep Cuba door de blokkade maar liefst 4,3 miljard euro aan inkomsten mis. Geld dat geïnvesteerd had kunnen worden in wat de Cubanen nu hard nodig hebben: huisvesting, investeringen in infrastructuur, etc.

Onder Obama werd het embargo zachter. Trump draaide dit weer terug, waarna een verharding intrad; een koers die Groen uitdrukkelijk verwerpt.

Intussen is het financiële luik van het embargo ook een hinder voor internationale humanitaire samenwerking. Door de weigering van Europese en Belgische banken om geld over te maken aan Cuba dat bestemd is voor humanitaire projecten, worden alweer gewone burgers getroffen.

Groen pleit voor een opheffing voor het embargo zodat een normalisering van de relaties tussen erfvijanden Cuba en de Verenigde Staten mogelijk wordt. Tegelijkertijd bepleit Groen een proces in gang te zetten van garanties voor mensenrechten in Cuba, met bijzondere aandacht voor recht op vrije meningsuiting en recht op vrijheid van informatie. Zo roepen we een halt aan het vervolgen of ontslaan van burgers omwille van vreedzaam politiek activisme of de grootschalige internetcensuur en schending van de privacy vanwege de Cubaanse autoriteiten tegen haar eigen bevolking.



De N-VA schaart zich volledig achter de positie van de Europese Unie als het aankomt op het aanslepende Amerikaans-Cubaans conflict. In geval van een reactivering van de sancties moet de Unie gebruik maken van alle instrumenten waarover ze beschikt om haar interesses te verdedigen, inclusief het gebruik van haar blocking statute bij de WTO.

We prefereren wel slimme maatregelen om de financiële sector te motiveren om transacties van en naar Cuba voort te zetten dan ze louter te dwingen. De oplossing van het conflict zal uiteindelijk politiek gevonden moeten worden, het is aan de EU en haar lidstaten om hun belangen en het welzijn van de Cubaanse bevolking te verdedigen.



- ***La Belgique et l'Europe doivent continuer à condamner fermement le blocus américain contre Cuba.***

La Belgique et l'Europe condamnent déjà le blocus américain de Cuba. Leur position officielle est que le blocus américain devrait être levé, ce qui se traduit par un vote contre le blocus lors du vote annuel de l'Assemblée générale des Nations unies.

Dans la pratique, toutefois, cette condamnation reste plutôt soft. Par exemple, la Belgique n'a pas encore pris de mesures concrètes pour protéger les entreprises et les personnes belges contre les effets extraterritoriaux des lois de blocus nord-américaines.

Nous pensons que la Belgique, en tant que pionnière dans les relations bilatérales constructives avec Cuba, peut certainement jouer un rôle plus important au sein de l'UE.

- Exhorter la Commission européenne à saisir l'Organisation mondiale du commerce d'une plainte contre les États-Unis pour entrave au libre-échange entre l'UE et Cuba (voir question 3).
- Déposer une plainte contre l'application extraterritoriale du blocus, qui est contraire au droit communautaire, après l'Autriche, deuxième pays européen (voir question 2).

- ***La Belgique et l'Europe doivent limiter les conséquences négatives du blocus américain pour l'Europe, par exemple en obligeant les banques à garantir les paiements à Cuba.***

Selon la réglementation européenne, l'application extraterritoriale du blocus est illégale. Mais les banques ont trouvé quelque chose pour éviter d'éventuelles pénalités : lorsqu'elles refusent un transfert d'argent, elles font valoir que ce n'est pas à cause du blocus américain contre Cuba, mais qu'elles s'en tiennent au "compliance" : la banque prend la décision commerciale de ne pas effectuer le paiement. La vraie raison est que les banques DOIVENT obéir aux États-Unis, car 70% du trafic des paiements dans l'UE est en dollars nord-américains.

Le gouvernement belge peut déposer une plainte sur la base de cette législation européenne, comme l'Autriche l'a fait en 2007. En tant que PVDA/PTB, nous voulons faire notre part au Parlement et veiller à ce que le prochain gouvernement dépose une plainte. Mais la pression devra aussi venir de la société civile.

- ***La Belgique doit exhorter l'UE à déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre les États-Unis pour avoir bloqué le commerce avec Cuba.***

La PVDA/PTB souhaite plus que jamais que le gouvernement belge fasse pression sur la Commission européenne pour qu'une telle plainte soit déposée.

Nous ne voulons pas que notre pays s'engage dans la dangereuse confrontation et la logique de guerre de Trump, dont fait partie le renforcement du blocus contre Cuba. Depuis la normalisation des relations avec l'UE, Cuba compte sur les investissements européens. Face à la menace de poursuites judiciaires de la part des États-Unis, les entreprises européennes peuvent décider de retirer certains investissements. Le droit au développement du peuple cubain est ainsi gravement compromis. Nous défendons la souveraineté du peuple cubain de choisir sa propre voie de développement, sans aucune ingérence étrangère.



- ***La Belgique et l'Europe doivent continuer à condamner fermement le blocus américain contre Cuba.***

Ja, de blokkade weerhoudt de economie van Cuba ervan om zich volledig te ontwikkelen en dwarsboomt de sociale ontwikkeling van het land. Cuba moet zo snel als mogelijk volledig in de internationale gemeenschap (kunnen) opgenomen worden. sp.a zal blijven oproepen om de blokkade op te heffen en te veroordelen, zoals we jaren doen. Ook op internationaal en Europees niveau zullen we dit blijven doen.

- ***La Belgique et l'Europe doivent limiter les conséquences négatives du blocus américain pour l'Europe, par exemple en obligeant les banques à garantir les paiements à Cuba.***

Ja, akkoord.

- ***La Belgique doit exhorter l'UE à déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre les États-Unis pour avoir bloqué le commerce avec Cuba.***

Ja, akkoord.